

Commerce extérieur de la Suisse : les services gagnent en importance

Le commerce suisse des services a fortement augmenté ces dix dernières années. Les services constituent plus d'un tiers du commerce extérieur total – et cette proportion pourrait même être nettement supérieure. *Benjamin Frei*

Abrégé Le commerce des services a en moyenne augmenté de 3,2 % par an entre 2013 et 2019. En 2019, la Suisse enregistrait un excédent de près de 9 milliards de francs pour un volume de transactions de 252 milliards. Les services représentent donc plus du tiers de la totalité du commerce extérieur. Ce taux pourrait même être nettement supérieur, différents aspects n'étant pas saisis dans les statistiques classiques. L'Union européenne est le principal partenaire commercial. Dans le classement par pays, les États-Unis figurent en tête, suivis de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Le top-10 comprend sept pays européens. Les redevances de licences, les services financiers, le tourisme, les TIC et les services de transport jouent un rôle important. La recherche et développement enregistre la plus forte croissance. Le tableau de bord du commerce des services tenu par le Secrétariat d'État à l'économie fournit un nouvel aperçu des principales statistiques du commerce des services.

Le commerce international est généralement associé aux marchandises qui traversent physiquement la frontière. En revanche, on oublie souvent les services comme la finance, les transports et la logistique, le conseil aux entreprises, les activités d'ingénierie, les services de télécommunication, d'informatique et de communication (TIC), les redevances de licences ou le tourisme. Quelle est dès lors l'importance du commerce international des services pour la Suisse ? Et quels sont les principaux secteurs et partenaires commerciaux ?

Commençons par expliquer brièvement comment les services sont négociés à l'éche-

lon supranational et définis en droit international. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) cite quatre modes de fourniture : le premier comprend les services transfrontaliers, sans présence physique du prestataire dans le pays destinataire (par exemple : conseils de télé-médecine, enseignement à distance) ; le second regroupe les services consommés à l'étranger (tourisme, etc.) ; le troisième demande une présence commerciale effective à l'étranger (filiale d'un groupe d'assurance, etc.) ; enfin, l'AGCS mentionne également les services fournis par des personnes physiques qui se déplacent

à l'étranger pour installer une machine ou donner des conseils.

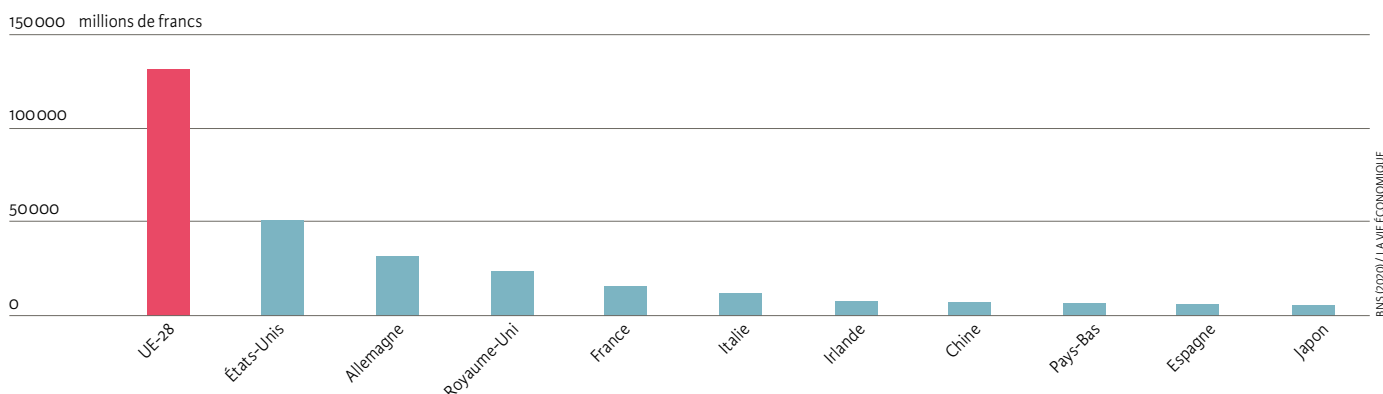
Les chiffres concernant ces modes de fourniture de services sont relevés dans des statistiques parfois différentes. La balance des paiements est la principale, mais il existe d'autres relevés intéressants. Dans un tableau de bord du commerce des services (« services trade cockpit »), le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) présente depuis l'année dernière sous forme graphique les principales données concernant le commerce suisse des services¹.

Secteur en forte croissance

Ces dernières années, le commerce suisse des services a fortement progressé : l'ensemble des activités (importations et exportations) a connu une hausse de 21 % entre 2013 et 2019, soit une croissance moyenne de 3,2 % par an². À titre de comparaison, le commerce des marchandises n'a augmenté que de 2,8 % par an pendant la même période. En 2019, le commerce des services a constitué plus d'un tiers du total des échanges (252 milliards de

¹ Seco (2020).
² BNS (2020).

III. 1. Principaux partenaires de la Suisse en matière de commerce de services (2019)



Importations et exportations cumulées. D'autres graphiques et données sont disponibles dans le « Services Trade Cockpit » du Seco.



francs); celui des marchandises s'est élevé à 447 milliards³.

Plus de la moitié des services fournis par la Suisse en 2019 l'ont été à des États européens (voir *illustration 1*). Par pays, ce sont cependant les États-Unis qui représentent le principal partenaire commercial (51 milliards de francs, soit 20%). Cette position est avant tout attribuable aux secteurs des licences ainsi que de la recherche et du développement (R&D), qui constituent presque 60% des échanges avec ce pays. Suivent l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et l'Italie. Le top-10 compte deux pays non européens, la Chine (7^e) et le Japon (10^e). Le commerce des services avec l'ensemble du continent africain s'élève à moins de 4 milliards de francs.

En 2019, la Suisse a exporté des services pour un volume de 130 milliards de francs, alors que les importations s'élevaient à près de 122 milliards – d'où un excédent de 8,8 milliards.

Au niveau des exportations, les redevances de licences d'exploitation de la propriété intellectuelle (23%) arrivent en tête (voir *illustration 2*, p. 54). Il peut notamment

s'agir d'une entreprise suisse qui touche des redevances d'un partenaire étranger pour la distribution de retransmissions télévisées ou d'une société chimique suisse qui confie l'exploitation d'un brevet à une filiale étrangère moyennant rétribution. Les services financiers (assurances comprises) atteignent un niveau presque équivalent (22%). Suivent le tourisme (visites d'étrangers en Suisse) et les services de transport.

En ce qui concerne les exportations, les secteurs en croissance sont en particulier la R&D (croissance annuelle moyenne de 8% entre 2013 et 2019) et les licences (7%). En revanche, les TIC et les services aux entreprises (dont font partie notamment l'architecture et l'ingénierie) ont connu un léger recul ces dernières années.

Du côté des importations, le tourisme (visites de Suisses à l'étranger) représente le secteur principal (15%). Contrairement à leur place dans les exportations, la R&D constitue ici l'un des principaux secteurs (également 15%). Suivent les redevances de licences, les TIC et les activités de conseil. La R&D connaît une croissance particulièrement forte dans les importations (progression annuelle de 12% entre 2013 et 2019), alors que les services de transport stagnent.

Les droits de retransmission télévisée de manifestations sportives passent souvent par la Suisse. Le gardien anglais Joe Hart après un match contre l'équipe nationale d'Ukraine.

Une autre mesure de l'importance du commerce international des services pour la Suisse est fournie par le nombre d'établissements de groupes d'entreprises étrangers: en 2019, plus de 11 000 unités opérationnelles d'entreprises du secteur tertiaire placées sous contrôle étranger employaient quelque 370 000 personnes en Suisse. C'est nettement plus que dans le secteur secondaire, où 145 000 employés travaillaient dans environ 2100 filiales étrangères⁴.

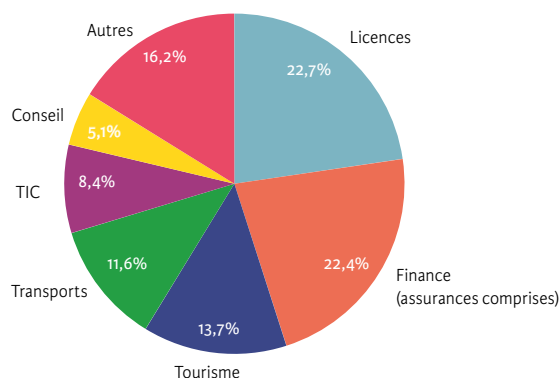
Les chiffres des prestations transfrontalières de services effectuées par des personnes physiques sont également révélateurs: plus de 90 000 prestataires du secteur tertiaire engagés à court terme (jusqu'à quatre mois) et environ 3 000 à long terme (plus de quatre mois) sont venus en Suisse ces dernières années. C'est trois ou quatre fois plus que dans le secteur secondaire. L'Allemagne figure nettement en tête du classement pour les services à court terme, avec 32 000 travailleurs concernés. Cette situation

³ AFD (2020); commerce des marchandises sans lingots d'or, autres métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art.

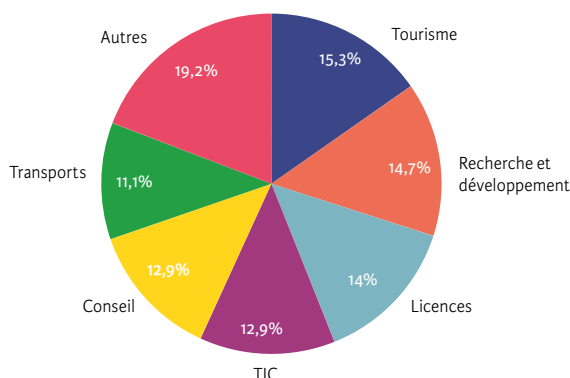
⁴ OFS (2020).

III. 2. Commerce de services de la Suisse, par secteurs (2019)

Exportations



Importations



BNS (2020) / LA VIE ÉCONOMIQUE

est probablement liée à la proximité de la Suisse et au libre accès des prestataires au marché jusqu'à 90 jours (selon l'accord sur la libre circulation des personnes). Pour les prestataires engagés à long terme, c'est l'Inde qui est en tête: 1000 prestataires indiens sont venus en Suisse pour plus de quatre mois en 2019, alors que l'Allemagne n'en fournissait que la moitié. La majorité de la main-d'œuvre indienne était composée d'informaticiens⁵.

Sous-estimation statistique

Les statisticiens font face à des difficultés pour mesurer le commerce des services. La collecte des données pose plusieurs questions de délimitation. S'agit-il, dans tel cas concret, d'un bien ou d'un service ? Le visionnement d'un film à partir d'une plateforme numérique étrangère relève par

exemple du commerce des services, alors que l'importation d'un DVD du même film apparaît dans la statistique du commerce des marchandises.

Des services s'insèrent en outre dans la chaîne de création de valeur de n'importe quel produit, par exemple la conception technique d'une machine ou son montage. Or, ces services ne sont souvent pas répertoriés sous cette forme dans les statistiques classiques du commerce des services. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime qu'environ un tiers de la création de valeur dans les exportations suisses de marchandises doit être imputé à des services⁶.

En outre, les balances des paiements enregistrant le commerce des services n'incluent pas, par définition, les services fournis par une activité commerciale à l'étranger.

Or, l'OMC estime que ce mode de fourniture de prestations représente 55 % du commerce des services à l'échelle mondiale⁷. Le commerce des services a donc encore plus d'importance pour la Suisse que ce qu'en disent les statistiques classiques.

⁷ OMC (2019).

⁵ SEM (2020).

⁶ OCDE (2018).

Bibliographie

AFD – Administration fédérale des douanes (2020). *Commerce extérieur suisse en 2019*.
 BNS – Banque nationale suisse (2020). *Balance suisse des paiements – Balance des transactions courantes*. 18 décembre.
 OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques (2018). *Mesurer les échanges en valeur ajoutée*. Édition 2018.

OFS – Office fédéral de la statistique (2020). *Statistique des groupes d'entreprises STAGRE 2014–2019*. 27 novembre.
 OMC – Organisation mondiale du commerce (2019). *TiSMoS – a new global trade in services data set*. 29 novembre.

Seco – Secrétariat d'État à l'économie (2020). *Services Trade Cockpit*, janvier.
 SEM – Secrétariat d'État aux migrations (2020). *Analyse spéciale concernant les prestataires physiques de services*. Document interne.



Benjamin Frei
 Collaborateur scientifique, section Politique et commerce des services, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne